Nº 4

LES PETITS CAHIERS DE LA GUERRE

G. GASTINEL

L'ITALIE ET NOUS

110, RUE DE GRENELLE

PARIS

L'ITALIE ET NOUS

Le 4 août 1914, l'Italie était encore dans le camp de nos ennemis et cette alliance, contractée en 1882, renouvelée pour la cinquième fois en 1912, ne devait expirer qu'en 1920. Au mois de mai 1915, le gouvernement italien déclarait la guerre à l'Autriche et venait combattre aux côtés de la France.

Pour comprendre ce revirement, pour savoir quelle confiance il mérite, et quelles espérances il peut faire naître, il faut se rappeler :

1° Les motifs qui ont associé l'Italie aux Empires centraux ;
2° Les raisons qui l'ont retournée contre eux.

I. LA FRANCE & L'ITALIE DANS LE PASSÉ

1. L'AMITIÉ FRANCO-ITALIENNE

Dans l'antiquité.

Il existe entre les Italiens et les Français des liens nombreux, étroits et vieux comme la Gaule elle-même. Les deux peuples, qui appartenaient, voici près de deux mille ans, à l'Empire romain et qui parlent encore des langues analogues, ont reçu la civilisation latine et mêlé continuellement leurs vies et leurs travaux. C'est nous qui avons reçu les premiers bienfaits, mais c'est nous aussi qui avons rendu les services les plus récents.

Dans les temps modernes.

A la fin du XVIIIe siècle, la France était déjà unie et libre,

quand l'Italie végétait encore sous des dominations étrangères. En proclamant le droit des peuples à se gouverner eux-mêmes, en instituant des républiques à Gênes, à Rome, à Naples, notre Révolution réveilla le désir de l'indépendance, des Alpes à la Sicile. En chassant les Autrichiens de Milan et en faisant de Rome la capitale d'un royaume d'Italie, Napoléon Ier y suscita le désir de l'unité politique. Depuis lors, tous les progrès de la France vers la liberté ont encouragé et servi le patriotisme italien.

La libération de l'Italie.

Enfin, il y a soixante ans, lorsque Napoléon III, qui prétendait tenir sa couronne de la volonté populaire, entreprit de soutenir par les armes le principe des nationalités, ce fut lui qui réalisa le rêve des patriotes italiens.

Ceux-ci s'étaient groupés autour du roi de Sardaigne Victor-Emmanuel, de son ministre Cavour et de Giuseppe Garibaldi, champion généreux de l'émancipation humaine. Parmi les souverains qui régnaient en Italie, le pape et les Bourbons de Naples ne devaient pas offrir une grande résistance ; le véritable ennemi, c'était l'Autriche, la germanique Autriche, qui faisait peser sur ses provinces (Lombardie et Vénétie) un odieux régime d'espionnage, d'emprisonnements, de déportations, de terreur policière. Elle avait mérité la haine de tous les cœurs italiens.

Napoléon III envoya au delà des Alpes des armées françaises qui battirent les Autrichiens à Magenta et à Solférino (1859). Dès lors, la cause des patriotes était gagnée et, quelques mois plus tard, Victor-Emmanuel fondait le royaume d'Italie (1861).

La France avait obtenu pour prix de son concours la Savoie et Nice dont la cession faisait coïncider la frontière des deux pays avec des limites naturelles.

Ces souvenirs ne sont pas effacés au delà des Alpes et le peuple italien reste encore uni au peuple français par une amitié sincère, forte, vivace, prompte à éclater dès que les circonstances le permettent.

2. L'ITALIE SE DÉTACHE DE LA FRANCE

Tant que Victor-Emmanuel vécut (1878) les dirigeants de l'Italie s'inspirèrent de cette amitié ; puis, circonvenus par les menées adroites et perfides de Bismarck, ils répudièrent la politique sentimentale, comme nuisible aux intérêts de leur pays.

Bismarck conçoit l'idée de la Triplice.

Bismarck, qui avait fondé l'Empire allemand sur le désastre de la France (1871), voulait consolider son œuvre en assurant à ses maîtres, les Hohenzollern, l'appui fidèle de l'Autriche ; seulement pour gagner, pour attacher l'Autriche, vaincue et humiliée par l'Allemagne à Sadowa (1866), il fallait lui garantir :

1° La possession tranquille des provinces italiennes qui lui restaient et dont les populations la détestaient (Trente et Trieste).

2° La possibilité de s'étendre dans la péninsule des Balkans aux dépens des petits peuples qui l'habitaient.

Autrement dit, il fallait enchaîner le gouvernement de Rome par une alliance avec le gouvernement de Vienne. Cette alliance, dont l'Allemagne serait la médiatrice, achèverait l'isolement de la France.

Bismarck circonvient les dirigeants de l'Italie.

Pour atteindre son but, Bismarck devait séduire et fausser chez les hommes d'Etat italiens le sentiment national qui réclamait Trente et Trieste et regardait l'Autriche comme le bourreau de l'Italie. Il leur persuada que la politique moderne consiste à servir des appétits en utilisant des forces ; il leur fit croire que l'Italie et la Prusse, qui étaient les dernières venues parmi les grandes nations de l'Europe, avaient les mêmes intérêts et devaient marcher d'accord. Rome désirait étendre son influence sur les côtes de l'Adriatique et de la Méditerranée. Quelles puissances y rencontrait-elle ? La France, solidement établie dans l'Afrique du Nord ; la Russie, protectrice naturelle des Slaves, notamment des Serbes, et l'Angleterre, gardienne jalouse

de la route de Suez. Pour surmonter l'opposition de ces rivales, déjà nanties, il fallait, selon Bismarck, l'appui de leurs adversaires, les Empires centraux.

La politique du roi Humbert.

Le roi Humbert Ier, qui sentait son pouvoir, sa vie même menacés par les révolutionnaires et les anarchistes italiens, inclinait vers cette alliance, propre à rehausser son prestige en flattant l'orgueil national ; et d'autre part, il savait qu'auprès des catholiques, dont il voulait désarmer l'opposition, un rapprochement avec l'Autriche, monarchiste et cléricale, lui ménagerait d'utiles accointances.

Formation de la Triplice.

C'est ainsi que, malgré les liens naturels de l'Italie et de la France, Rome conclut, avec Berlin et Vienne, la Triplice (1882).

II. L'ITALIE DANS LA TRIPLICE

Malentendus entre la France et l'Italie.

La France n'avait rien tenté pour empêcher cet événement déplorable ; elle voyait en l'Italie son obligée et se regardait depuis le traité de Francfort comme la victime de l'injustice allemande ; pour ce double motif elle croyait que sa voisine lui serait inviolablement fidèle ; on juge volontiers les autres d'après soi-même. Elle ne cherchait donc pas à connaître, elle ne ménageait pas les aspirations ou les susceptibilités des Italiens ; elle traitait Rome, l'ancêtre de l'Europe, comme une sœur cadette qui lui devait son établissement ; de là des malentendus que Bismarck envenimait à plaisir.

Cette vilaine besogne devint encore plus facile après la conclusion de la Triplice.

Bismarck attache l'Italie à l'Allemagne par la dépendance économique.

Bismarck avait eu l'adresse d'attirer l'Italie pays agricole, dépourvu de fer et de charbon, vers l'activité industrielle. Mais

pour aider son industrie naissante, l'Italie devait lui assurer des débouchés ; c'est ce qu'elle fit en refusant de renouveler les traités de commerce qui nous assuraient des privilèges sur les marchés de la péninsule. Atteinte gravement dans ses intérêts, la France riposta : les valeurs italiennes tombèrent à la Bourse de Paris et les viticulteurs de l'Italie méridionale furent presque ruinés. Cependant l'industrie du royaume prospérait ; non seulement elle avait pour elle les avantages du régime protectionniste, mais elle tirait une grande force de la modicité extrême de la main d'œuvre. Ces deux circonstances accrurent la production avec une rapidité saisissante, et ce développement lui-même, qui enrichissait un certain nombre d'Italiens, exaltait l'orgueil national des autres.

Les Allemands, bons compères, y trouvaient leur compte, car ils fournissaient le charbon, le fer et beaucoup d'aciers.

Ainsi l'alliance nouvelle semblait une excellente opération pour les deux parties. En réalité, elle devait cesser de profiter aux Italiens, le jour où les revendications ouvrières auraient fait monter les prix de fabrication.

L'Italie veut fonder des colonies.

D'autre part, l'hypocrite habileté de Bismarck ne pouvait pas empêcher l'Italie et l'Autriche de se heurter sur l'Adriatique et dans les Balkans. L'Allemagne elle-même, en devenant l'alliée de la Turquie, s'était implicitement engagée à contrecarrer l'expansion italienne dans la Méditerranée orientale. Or, l'Italie, dont la population surabonde (400.000 émigrants en 1913), voulait se tailler un domaine colonial. L'expédition lointaine d'Abyssinie finit en 1896 par un échec lamentable, qui ébranla le prestige de la monarchie ; il fallait une revanche. Aussi dès que les circonstances le permirent, les projets de conquête furent-ils repris, mais dirigés cette fois vers des buts plus rapprochés, les possessions méditerranéennes de la Turquie.

Elle se heurte à ses alliés.

C'est alors que Rome trouva ses deux alliés en travers de sa route. L'Autriche lui défendit de faire aucune opération mili-

taire qui troublât l'équilibre instable des Balkans, voire même aucune démonstration navale aux Dardanelles. Quant à l'Allemagne, plus hypocrite, comme toujours, elle envoya des officiers commander les troupes turques contre lesquelles les Italiens se battaient en Libye.

Tandis que l'Italie était astreinte à des entreprises ingrates, que le double jeu de ses alliés rendait encore plus pénibles, l'Allemagne mettait son emprise sur les Jeunes-Turcs et préparait sa pénétration jusqu'au golfe Persique par le chemin de fer de Bagdad. L'Autriche s'avançait d'un pas obstiné vers la domination sur les Balkans ; elle annexait la Bosnie et l'Herzégovine ; un prince allemand était juché sur le trône d'Albanie, avec la mission de soutenir les intérêts allemands à l'exclusion de tous autres.

L'Italie entre les mains de l'Allemagne.

Tant de faits avaient fini par dessiller les yeux et beaucoup de patriotes italiens discernaient, dès 1911, que les Empires centraux avaient conçu la Triplice pour paralyser Rome, non pour la servir. Mais il était extrêmement difficile à l'Italie de rompre le filet que l'Allemagne avait jeté sur elle. Le prestige des victoires et des armées allemandes fascinait le monde militaire ; l'Autriche était puissante au Vatican et dans une partie du clergé ; les financiers de Berlin, de Vienne et de Zurich avaient la main sur les banques du royaume ; par elles ils tenaient un certain nombre d'hommes politiques, introduits, sans influence, dans les conseils d'administration. Les industriels qui faisaient fortune à Turin ou à Milan, les commerçants qui s'enrichissaient à Gênes, pensaient le plus grand bien de l'influence allemande. Je ne dis rien des agents et des espions embusqués partout, dans les palaces comme dans la presse. Seuls les vrais patriotes, c'est-à-dire ceux qui aimaient l'Italie pour elle et non pour eux, souhaitaient la fin de la Triplice. Mais ils étaient sans force contre les appétits coalisés.

Le dernier renouvellement de la Triplice (1912).

C'est ainsi que le pacte fut renouvelé encore une fois le 5 décembre 1912.

III. L'ITALIE ROMPT AVEC LES EMPIRES CENTRAUX

Les Empires centraux déchaînent la guerre mondiale.

Deux ans plus tard, l'Autriche, mise en goût par ses gains antérieurs, résolut d'exploiter le meurtre de l'archiduc François-Ferdinand à Sarajevo afin d'assurer sa domination définitive sur les Balkans. Elle n'avait, pour y parvenir, qu'à écraser la Serbie. Certaine de trouver dans l'Autriche un complice docile de ses propres ambitions, l'Allemagne l'encourageait secrètement à la violence. L'heure était bonne : la Russie, mal remise de sa défaite en Extrême Orient, était entrée dans une période de difficultés intérieures ; la France fléchirait sous une ruée par le Luxembourg et la Belgique ; l'Angleterre n'avait pas d'armée ; quant à l'Italie, jamais elle n'oserait entrer dans la guerre contre l'État-major allemand. Ayant ainsi prémédité leur crime, les deux bandits l'exécutèrent et le gouvernement italien fut placé, le 4 août 1914, devant le fait accompli.

L'Italie proclame sa neutralité.

Or, il existait dans le traité constitutif de la Triplice un article, l'article VII, par lequel l'Autriche et l'Italie s'interdisaient réciproquement d'entreprendre aucune action militaire de nature à compromettre l'équilibre des Balkans, sans avoir obtenu l'assentiment de l'autre Etat intéressé. Cet article était celui-là même que l'Autriche avait invoqué pour arrêter la flotte italienne à l'entrée des Dardanelles en 1911. En 1914, elle le déchirait, parce qu'il gênait sa cupidité, comme l'Allemagne déchirait le chiffon de papier qui garantissait la neutralité de la Belgique.

Rome avait donc le droit de se sentir affranchie de toute solidarité avec une alliée déloyale. C'est pourquoi le ministre Salandra, alors au pouvoir, et qui n'avait jamais été hostile à la Triplice, proclama sans retard la neutralité de l'Italie. Toute autre attitude aurait été l'aveu d'une véritable imbécillité politique.

Conséquences de cette proclamation.

Si juste et si simple qu'il fût, cet acte suffisait pour engager l'avenir du pays. Par cela seul qu'elle déclarait sans effet dans l'espèce, l'engagement de soutenir son alliée en cas de guerre défensive, l'Italie proclamait à la face du monde que l'agression actuelle était bien venue, non de la Russie, mais de l'Autricho. La vérité dite à des menteurs est une injure qui ne se pardonne pas et les Germaniques démasqués conçurent contre leur associée de la veille une haine sans merci. L'Allemagne, moins directement visée, garda les apparences afin de retenir l'Italie ; mais l'Autriche sentit se rallumer ses vieilles fureurs et ce furent les populations italiennes du Trentin et de Trieste qui en supportèrent les éclats.

Réveil du sentiment national en Italie.

Par un mouvement analogue, la passion nationale se réveillait en Italie : l'Autriche avait repris son rôle héréditaire d'ennemie perfide, de tyran et de bourreau. Comment Rome et surtout comment Gênes, Milan, Venise ne seraient-elles pas revenues à la tradition désertée des grands patriotes libéraux ?

Dès les premiers jours de notre mobilisation, les jeunes Italiens domiciliés à Paris affluèrent au bureau des enrôlements volontaires ; le 26 août 1914, ils défilèrent au nombre de 5.000 sur l'esplanade des Invalides ; les petits-fils de Garibaldi se mettaient à leur tête.

Résistance des partis politiques.

Ce mouvement si naturel, si violent aussi, rencontra dans le royaume même l'opposition des partis politiques organisés : amis de M. Giolitti, le président du conseil d'hier et de demain ; socialistes officiels qui, depuis la campagne d'Abyssinie, dénonçaient toute guerre comme une manifestation d'impérialisme et comme une aventure dangereuse ; catholiques enfin, qui sous l'influence du Vatican, se refusaient à marcher avec la France « libre penseuse ».

Conduite du gouvernement italien.

Le Parlement et la plupart des grands journaux, interprètes de ces opinions, avaient perdu, sans en avoir toujours conscience, le contact avec le sentiment national. MM. Salandra et Sonnino, qui dirigeaient les affaires, eurent le mérite de voir nettement que les intérêts du pays étaient du côté des Alliés ; ils comprirent que, si les Empires centraux étaient vainqueurs, ils feraient payer cher à l'Italie sa neutralité, et que, s'ils étaient vaincus, le nouvel équilibre européen s'établirait sans que les aspirations légitimes du peuple italien fussent satisfaites. Leur devoir était donc tout tracé ; mais, pour l'accomplir, il fallait que la nation parlât directement, plus haut que la presse et que les Chambres. Il était certain d'autre part que, du jour où la volonté de rupture l'aurait emporté, ce serait la guerre. Or, l'armée n'était pas prête ; un long travail était nécessaire pour la mettre en état. Cette nécessité régla la politique italienne ; elle explique ses lenteurs, ses hésitations apparentes ; en réalité dès le mois d'août 1914, le destin de l'Italie était fixé, elle devait mêler ses drapeaux aux nôtres et seuls des intrigues parlementaires ou des intérêts particuliers pouvaient la détourner de sa route.

Exaltation croissante du patriotisme.

Voilà pourquoi les événements qui stimulaient la foi des patriotes italiens, amis de la France, leur inspiraient tant d'enthousiasme et d'audace. La monstrueuse invasion de la Belgique souleva dans la péninsule des vagues d'indignation ; la victoire de la Marne y suscita une émulation d'héroïsme ; la mort glorieuse des deux frères Garibaldi dans l'Argonne fit naître la soif de les venger. Ainsi l'instinct national cherchait et trouvait partout un aliment pour sa flamme.

Manœuvres de l'Allemagne pour retenir l'Italie dans la neutralité.

L'Allemagne voyait grandir le danger. Depuis le mois de décembre 1914, elle avait envoyé à Rome son meilleur diplo-

mate, le prince de Bulow, avec la mission de grouper contre les patriotes tous les tenants de la neutralité. Bulow avait usé de tous les moyens : relations mondaines, flatteries, promesses, menaces. Il avait essayé d'embarrasser le gouvernement italien et de dévier l'opinion en faisant ouvrir des négociations avec l'Autriche. Celle-ci, pour que l'Italie restât neutre, offrait de lui céder quelques kilomètres carrés sur la frontière des Alpes. Ces marchandages, où Rome s'avilissait sans pouvoir obtenir aucun avantage sérieux et durable, se poursuivaient encore à la fin d'avril 1915 et les partisans de la neutralité ne cessaient de prôner un arrangement qui agrandirait le territoire sans coûter une goutte de sang. Un dernier effort fut tenté par Giolitti pour obtenir des Chambres un vote décisif écartant la possibilité d'une rupture avec l'Autriche. Venu exprès à Rome, Giolitti espérait bien renverser le ministère et s'emparer du pouvoir.

Les manifestations populaires.

Alors le président Salandra, comprenant bien que dans un débat parlementaire il aurait le dessous, résolut de mettre l'esprit de politique aux prises avec le sentiment national : il démissionna. Les politiciens déconcertés ne savaient plus comment manœuvrer ; mais le peuple lui, n'attendit pas pour agir. Le poète d'Annunzio dénonça publiquement à Rome, dans des grandes réunions tenues en plein air sur le Pincio et sur le Capitole, les « traîtres » en train d'achever leur mauvais coup ; il exigea l'émeute, s'il le fallait, pour sauver la Patrie. Puis le député de Trente, Battisti, celui que les Autrichiens devaient pendre, tout sanglant de ses blessures, fit entendre l'appel des provinces restées sous le joug.

Rupture avec l'Autriche (3-5 mai 1915).

L'élan de la foule répondit à l'attente des patriotes ; il emporta toutes les résistances, ramena Salandra au pouvoir et l'Italie fit enfin savoir à l'Autriche qu'elle rompait avec elle (3-5 mai 1915).

IV. L'ITALIE EN GUERRE

La puissance de l'Italie.

L'Italie nous apportait une aide puissante en matériel, en argent et en hommes.

Le matériel de guerre.

Le matériel de guerre d'un pays s'accroît et se perfectionne avec l'activité industrielle de ce pays. Or, je le rappelais tout à l'heure, l'Italie a développé considérablement son industrie depuis un demi-siècle. C'est ainsi que sa production métallurgique, dont le rendement était évalué vers 1870 à 36 millions de lire, s'élève aujourd'hui à 500 millions. Trois ans avant la guerre, les entreprises industrielles du royaume occupaient plus de 2.300.000 ouvriers et utilisaient une force motrice de 1.573.774 chevaux ; en particulier l'industrie électrique, alimentée par les chutes d'eau des Alpes et de l'Apennin, a progressé de la façon la plus rapide et l'Italie possédait en 1913 plus de fourneaux électriques que la France, presque autant que les États-Unis. Elle excelle dans la construction des automobiles et des aéroplanes.

Les ressources financières.

Quant aux ressources financières du pays, il suffira pour les évaluer, de dire qu'en 1913, l'épargne nationale dépassait 7 milliards de lire.

Les forces militaires.

La capacité militaire de l'Italie s'est accrue en même temps que sa population, passée de 27 millions, il y a 50 ans, à 37 millions aujourd'hui.

L'armée.

L'armée de terre comprend sur le pied de guerre environ 3.500.000 hommes, dont 300.000 pour l'active et 500.000 pour la réserve ; certains de ses corps sont des troupes d'élite, les bersaglieri, par exemple, et les alpins.

La flotte.

La flotte a été dans ces dix dernières années l'objet de l'attention constante du pays, qui lui a consacré plus de 300 millions en 1913, plus de 1.200 millions de 1909 à 1914. Au début de la guerre, elle comprenait 3 dreadnoughts, 8 cuirassés, 9 croiseurs cuirassés, 6 croiseurs protégés, 16 destroyers, 63 torpilleurs, 19 sous-marins ; le programme des constructions navales comportait 7 dreadnoughts nouveaux, 2 croiseurs protégés, 15 destroyers, 2 torpilleurs et 8 sous-marins. Par le tonnage (285.000 tonnes), par les effectifs (40.000 hommes), par la vitesse et la puissance de combat des unités, cette flotte se place entre les premières du monde ; elle est incontestablement supérieure à celle de l'Autriche.

On conçoit la satisfaction avec laquelle les gouvernements de l'Entente virent venir à eux une alliée disposant de pareils moyens.

Leur attente ne fut pas trompée.

Rôle de la flotte.

La marine italienne joua un rôle actif dans la police de la Méditerranée ; elle tint notamment les forces autrichiennes bloquées au fond des ports de l'Adriatique et ses torpilleurs ou ses sous-marins allèrent, par des raids audacieux, couler jusque dans leur mouillage des cuirassés ennemis.

Les opérations militaires (difficultés de la campagne).

Sur terre, les armées italiennes ouvrirent une nouvelle zone d'opérations et forcèrent la Germanie à défendre ses frontières du Sud-Ouest. Pour apprécier avec équité l'effort de l'Italie sur les Alpes, il faut toujours se rappeler les difficultés de la tâche. Les traités de Vienne et ceux de 1866 ont livré à l'Autriche tous les accès de la Vénétie et de la Lombardie ; le Trentin et le Haut-Adige constituent pour les Habsbourg un véritable bastion avancé qui leur permet de tomber en quelques heures sur Vérone ou sur Vicence, puis de prendre à revers les armées italiennes, le jour où celles-ci voudraient pousser vers Trieste.

Et d'autre part, du côté de Trieste, la ligne de l'Isonzo, fortifiée sur la rive droite par les hauteurs qui protègent Tolmino et Gorizia, appuyée sur la rive gauche par un puissant relief, forme une position défensive à peu près inexpugnable. Telles sont les conditions dans lesquelles l'Italie dut engager les hostilités. Elle y mit une énergie et une méthode, qui font autant d'honneur à ses généraux qu'à ses soldats.

La guerre dans les Alpes.

Elle résolut de barrer solidement à l'Autriche les défilés des Alpes et, en même temps, de forcer les défenses de l'Isonzo. Pour réussir la première de ces opérations, dont le succès commandait la seconde, il fallait organiser et mener pendant des mois une guerre de montagne extrêmement rude. Le réseau routier manquait presque partout : on le créa sur des pentes abruptes, au flanc même des précipices, ou dans des vallées étroites et rapides ; parfois on dut suspendre entre les deux parois du rocher un chemin de poutres qui courait sur le torrent. Les troupes escaladèrent des champs de neige et des glaciers, occupèrent des cimes de plus de 3.000 mètres, hissant leurs canons sur des pointes vertigineuses, où le ravitaillement ne pouvait se faire que par câble. Les moindres mouvements militaires étaient des prouesses d'alpinisme ; on mourait de froid ; des compagnies entières périrent englouties par des avalanches. L'endurance des hommes fut admirable ; à force de courage et d'audace, ils compensèrent les avantages que l'ennemi s'était assurés par avance ; entre l'Adige et la Brenta, sur le mont Ciove, il y eut, en 1916, des combats héroïques.

L'effort vers Trieste.

Sur l'Isonzo, après une avance rapide, qui leur permit d'atteindre en certains points le fleuve même, les Italiens furent contraints de réduire les positions du Monte Nero formidablement défendues ; on sait par quelle tenacité ils réussirent à passer sur la rive gauche du fleuve, à conquérir pas à pas le terrain, enfin à faire tomber Gorizia. Un nouvel effort pouvait leur livrer le Carso et les conduire aux portes de Trieste.

Caporetto.

Malheureusement les nouvelles positions étaient exposées, du côté du Nord, à des offensives de surprise, à des coups de panique ; l'ennemi pouvait masser secrètement des forces considérables dans les diverses vallées alpestres, déboucher sur les premières lignes italiennes, les enfoncer et, par une marche rapide vers le Sud, cerner les armées de l'Isonzo. C'est ce qu'il fit en 1917 et le désastre de Caporetto força nos alliés non seulement à lâcher toutes leurs conquêtes, mais à reculer de 80 kilomètres.

Les dernières opérations de Vénétie.

L'épreuve fut rude ; elle révélait que tous les cœurs italiens n'étaient pas encore à la hauteur du devoir national ; elle ébranla fortement la résolution du pays ; elle ne l'abattit pas. Grâce aux secours envoyés de France et d'Angleterre, grâce à son énergie propre, grâce à certaines circonstances économiques heureuses, l'Italie répara ses pertes et retrouva, sinon tout son élan, du moins sa fermeté de 1915. On le vit bien quand, cette année, les Autrichiens voulurent pousser plus loin leur avance et menacèrent Venise. Ils furent arrêtés, bousculés et rejetés sur la rive gauche de la Piave.

Depuis lors la guerre semble s'être endormie sur le front italien ; les communiqués ne signalent que des actions locales ou des duels d'artillerie ; mais la lutte peut se rallumer d'un jour à l'autre ; elle aura pour théâtre une région où l'hiver n'empêche pas les hostilités.

L'Italie sur les autres théâtres de la guerre.

En attendant, les troupes italiennes travaillent avec celles de l'Entente, en France comme en Orient. Elles se sont conduites brillamment dans les dernières batailles de Champagne ; elles font de bonne besogne en Macédoine, ainsi qu'en Albanie, où leur mission est d'une importance particulière ; leur avance au cœur des Balkans ne manquera pas de précipiter, dans les provinces méridionales récemment incorporées à l'Autriche-

Hongrie, le mouvement de dislocation qui fera crouler l'empire des Habsbourg.

CONCLUSIONS

Et maintenant nous pouvons conclure.

Il ne faut pas être naïf : l'Italie n'est point venue à nous comme une sœur repentante. L'amitié du peuple italien pour le peuple français est réelle et sincère ; elle agit dès que la situation politique le permet ; elle a même joué son rôle dans les mouvements populaires qui ont précédé et permis la rupture avec les Empires centraux ; mais elle n'aurait pas suffi à la provoquer.

Il ne faut pas être injuste : l'Italie n'est point venue à nous, lâchement et parce qu'elle nous croyait les plus forts ; elle souhaitait au contraire que le conflit restât douteux pour que son intervention devînt décisive.

Elle est entrée dans la guerre mondiale parce que cette résolution lui a paru « juste et nécessaire ». Ses hommes d'Etat ont fait preuve de clairvoyance et de décision ; son peuple a fait preuve de virilité, en acceptant, malgré les manœuvres des politiciens réalistes à la remorque de l'Allemagne, l'épreuve qui devait tremper la conscience nationale.

Et cela mérite notre estime.

Mais les germanophiles, réduits au silence, ont les mêmes intérêts qu'autrefois à renouer, sinon l'alliance, du moins les relations cordiales avec l'Allemagne ; ils sont nombreux, riches remuants.

Et cela mérite notre attention.

Nous ne devons pas espérer qu'à l'heure des pourparlers de paix; l'Italie montrera le généreux désintéressement de l'Amérique ; elle réclamera les pays de langue italienne retenus encore par l'Autriche ; elle réclamera aussi des ports sur l'Adriatique et sur la Méditerranée orientale ; il ne sera pas toujours aisé d'accorder ses revendications avec celles de la Serbie et de la Grèce.

Mais les hommes d'Etat italiens garderont, dans le débat, ce

Imprimerie BERGER-LEVRAULT. Nancy-Paris.